

2008

# Evolution de la gestion des Codes Services VIGIK



---

**Jean-Paul HUON**

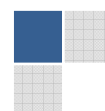
(Directeur programme VIGIK 1996 à 2000)

Tél. : 0950 315 854

jp.huon@gmail.com

---

Jean-Paul Huon  
8 janvier 2008



## SOMMAIRE

<b>1. PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>1.1. Rappel sur le référentiel VIGIK sur les codes services .....</b>	<b>3</b>
<b>1.2. Les codes services « historiques » préinstallés par les industriels .....</b>	<b>4</b>
<b>2. ASPECTS REGLEMENTAIRES .....</b>	<b>5</b>
<b>3. LES SOLUTIONS ACTUELLEMENT EVOQUEES .....</b>	<b>6</b>
<b>3.1. Transformation du code service « La Poste Service Universel » en « code ARCEP » .....</b>	<b>6</b>
<b>3.2. Préchargement de codes services de réserve dans les serrures .....</b>	<b>7</b>
<b>4. ALTERNATIVE PROPOSEE .....</b>	<b>8</b>
<b>4.1. Le principe .....</b>	<b>8</b>
<b>4.2. Les impacts .....</b>	<b>9</b>
<b>4.3. Les conditions de la réussite .....</b>	<b>9</b>

## 1. PREAMBULE

### 1.1. Rappel sur le référentiel VIGIK sur les codes services

Quelques rappels sur le référentiel VIGIK :

- les serrures VIGIK sont fabriquées et testées sans « code service » intégré dans le boîtier de contrôle de chaque serrures ;
- c'est le gestionnaire d'immeubles qui doit maîtriser qui doit ou non rentrer dans ses bâtiments (tout en respectant les obligations légales) ;
- Une serrure Vigik est composée :
  - d'une antenne de lecture disposée en façade de l'immeuble et destinée à lire le badge d'accès du facteur ou autre prestataire ;
  - d'un « boîtier de contrôle » situé à l'intérieur de l'immeuble dans une gaine technique ou un faux plafond destiné à l'analyse de l'information et à la commande d'ouverture de la porte (le cerveau de la serrure) ;
  - d'un « boîtier d'administration » amovible destiné uniquement au réglage de l'heure de la serrure et à l'ajout ou retrait des prestataires services dans le boîtier de contrôle ;

Pour toutes ces raisons 70% des contrôles réalisés lors de l'agrément des serrures Vigik portent sur l'ajout et le retrait de prestataires services.

Malheureusement après ce contrôle les fabricants ne distribuent « le terminal d'administration » empêchant ainsi les gestionnaires d'ajouter, de supprimer ou même de connaître les prestataires services présents dans leurs équipements ! Il est à noter que normalement le référentiel impose que le matériel commercialisé soit identique au matériel contrôlé.

Au final, un gestionnaire d'immeuble qui souhaiterait utiliser la carte service d'un prestataire doit :

- disposer physiquement de la carte service de l'opérateur ;
- accéder au boîtier de contrôle qui est souvent dissimulé dans une gaine technique, une cave ou un faux plafond ;
- disposer du terminal d'administration ;

## 1.2. Les codes services « historiques » préinstallés par les industriels

Afin de faciliter la vie de leurs clients, les gestionnaires d'immeubles, les industriels ont demandé par écrit à chaque prestataire de services existant à l'époque l'autorisation de préinstaller leur code service dans leurs serrures.

Trois sociétés ont répondu :

- La Poste avec deux codes :
  - « La Poste service Universel » : prestations soumises à régulation ;
  - « La Poste autres services » : pour les activités concurrentielles ;
- « EDG GDF Service » : au titre de l'entité chargée réglementairement de la distribution (et ce pour l'ensemble des prestataires dont EDF, GDF, Poweo,...)
- « France Télécom » ; au titre de l'entité chargée réglementairement de la distribution filaire chez l'abonné (et ce pour l'ensemble des prestataires Orange, Free, 9Télécom, ...) ;

Il est à noter que chacune des sociétés est responsable de la protection de sa clé secrète et de l'usage qui est fait de ses badges d'accès par ses agents.

## 2. ASPECTS REGLEMENTAIRES

La difficulté principale de Vigik est la complexité de gestion (ajout, suppression) des prestataires services qu'ils soient postaux ou non dont parmi ceux-ci :

- Les services des eaux : Véolia, Lyonnaise des Eaux ...
- Les opérateurs télécom pour l'équipement fibre ou câble (NC Numéricâble, Free) ;
- Les porteurs de presse quotidienne ;
- Les prestataires de services locaux : électriciens, plombiers, ... ;
- Services d'urgence : Pompiers, SAMU, Police ;

Il est donc très important de prendre en compte l'ensemble de ces points dans le choix de la solution qui sera retenue car même si l'ARCEP valide une solution purement postale, la DGCCRF imposera elle une solution globale.

### 3. LES SOLUTIONS ACTUELLEMENT EVOQUEES

#### 3.1. Transformation du code service « La Poste Service Universel » en « code ARCEP »

Cette solution consisterait à considérer que tout opérateur « agréé » ARCEP puisse avoir accès au code service « La Poste ».

Sous un premier abord de simplicité cette option se heurte à de nombreuses difficultés :

- Ce n'est plus le gestionnaire d'immeuble qui décide qui entre mais l'ARCEP :
  - Contrairement à EGS (EDF / GDF Services) ou France Télécom ce ne sera pas une entité unique qui serait identifiée auprès des gestionnaires.
  - N'importe quel opérateur local de service universel aura accès à l'ensemble des immeubles (le code « La Poste » ayant une portée nationale) ;
  - En cas de dérive d'utilisation du « code ARCEP » il n'y aura plus de responsable identifié, à moins que l'ARCEP se porte garante pour l'ensemble des personnels des entreprises agréées ... ;
  - Que devient l'intérêt pour les gestionnaires d'immeubles de choisir Vigik si le « code ARCEP » devient un code passe partout (risque de revenir au passe T ou plus personne n'était responsable de sa perte et de son utilisation) ;
- Comment est assurée la confidentialité de la clé privée :
  - Dans Vigik, les systèmes de chargement doivent posséder la clé secrète du service pour effectuer les calculs quotidiens des droits d'accès. Or, chaque prestataire est libre de choisir son système de chargement. Celui-ci peut aller du système centralisé (comme La Poste) ou infogéré (EGS & FT) jusqu'à un petit système autonome n'assurant aucune sécurité pour un code service national. En effet, s'il est volé il continue à pouvoir charger des badges...
  - La fuite de la clé secrète entrainerait l'écroulement de tout Vigik (comme la perte d'un passe National). Il faudrait alors changer le code dans toutes les serrures (y compris celles installées depuis 10 ans) ;

**Conclusion :** Il ressort clairement que la diffusion du code service « La Poste » n'est pas une solution satisfaisante.

### 3.2. Préchargement de codes services de réserve dans les serrures

Cette solution avait été envisagée par certains industriels du GIMES (fabricants de serrures VIGIK). Elle consiste à précharger des codes dans les serrures pour des usages futurs.

Les difficultés sont encore plus nombreuses :

- La capacité des serrures Vigik est limitée à une trentaine de services ;
- Cette solution est très mal perçue par les gestionnaires d'immeubles qui ont l'impression d'acheter des serrures avec des failles (imaginons Bricard qui commercialiserait des serrures en conservant des passes partout pour les distribuer ultérieurement ...) ;
- Quelle autorité prendrait la responsabilité de décider qui pourrait bénéficier ou non des codes préchargés ...
- Le gestionnaire ne sait plus ce qui est ou non préchargés dans ses serrures ;

**Conclusion :** Il ressort que cette solution n'est pas viable.

## 4. ALTERNATIVE PROPOSEE

### 4.1. Le principe

Il ressort que le besoin est de permettre rapidement l'accès aux serrures à la concurrence (que ce soit pour les activités postales ou autres) que ce soit pour les nouvelles serrures ou pour le parc existant.

Cette alternative a pour objectif de rendre aux gestionnaires d'immeubles la maîtrise des prestataires services et un retour aux fondamentaux de Vigik :

- Les serrures sont livrées sans aucun service (pas plus La Poste qu'une autre société) ;
- L'administration des prestataires services redevient de la responsabilité du gestionnaire d'immeuble permettant librement à la concurrence de s'exercer ;

L'idée est de :

- remplacer les cartes services par un « badge porteur sans contact » contenant les mêmes informations qui seraient directement lues sur l'antenne extérieure des serrures ;
- créer un site Web mettant à disposition l'ensemble des prestataires de services Vigik ;

Pour arriver à cela :

- chaque serrure doit disposer d'un numéro de série unique (diversifié et non consécutif) ;
- un site Web (hébergé par le CNMIS gestion délégué de la marque Vigik) permet aux gestionnaires de :
  - sélectionner le ou les prestataires services qu'ils souhaitent ajouter / retirer ;
  - saisir le numéro de série de leurs serrures ;
  - charger un « badge porteur » par l'intermédiaire d'un simple lecteur sans contact (type Omnikey à 70 €) ;
- la présentation du « badge porteur » devant l'antenne de ses serrures (identifiées par leur numéro de série) entraîne leurs mise à jour ;

L'intérêt de cette solution vis-à-vis du parc de serrures existant est de permettre une mise à jour par un simple patch logiciel « Vigik V2 » (chaque industriel devant implémenter un numéro de série unique attribué par le CNMIS ainsi que la fonction de lecture des prestataires services par un « badge porteur »). Cette évolution ne pose pas problème de mémoire ni de modification matérielle.

Cette solution apporte les réponses suivantes :

- Tous les prestataires sont sur un pied d'égalité et ont la même visibilité. Leurs informations non confidentielles sont accessibles sur le site Web Vigik (géré par le CNMIS) ;
- Les serrures existantes peuvent être mises à jour par un simple patch logiciel ;



## 4.2. Les impacts

- Une évolution du référentiel Vigik en V2 ;
- Création du site Web de chargement (développement de quelques semaines) ;
- Les prestataires se déclarent librement au CNMIS (déjà acquis) ;
- Les serrures intègrent un numéro de série unique attribué en lot par le CNMIS aux industriels ;
- Les serrures sont livrées sans aucun service ;

## 4.3. Les conditions de la réussite

- Reprise de l'initiative sur Vigik par un organisme neutre ayant les compétences techniques et juridiques pour imposer des exigences aux fabricants (les industriels étant arrivés à biaiser le système en ne permettant plus aux gestionnaires d'immeubles de gérer leurs équipements) ;
- S'appuyer sur :
  - les gestionnaires d'immeubles qui peuvent réellement maîtriser leurs équipements ;
  - les prestataires qui deviennent tous visibles ;
- Impliquer les services d'urgence (SAMU, Pompier) à la sortie du référentiel Vigik V2 avec la possibilité de les déclarer également dans les serrures (même si ces prestataires services ne sont pas encore équipés de système de chargement) ;